



Au Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel
Rapport à l'appui du nouveau règlement communal de police

Monsieur le Président, Madame, Monsieur,

Historique

Le règlement de police auquel notre commune est soumise a été adopté par votre autorité le 22 décembre 1931. Si certains de ses 191 articles gardent toute leur pertinence, d'autres n'ont pas suivi l'évolution de notre société et gardent les traces d'une époque où les chevaux tractaient encore des charrettes et où on s'éclairait à la lampe à pétrole, etc.

Le droit cantonal prime sur les dispositions communales. Cela signifie que des dispositions communales devenues contraires au droit cantonal sont devenues caduques. D'autres éléments liés à l'évolution de la société, en revanche, ne figurent pas dans le règlement actuel.

Dès lors, il est devenu indispensable de procéder non pas à un toilettage ponctuel, mais bien de revoir ce règlement dans sa globalité. Plusieurs chefs de dicastère se sont penchés sur la question dès les années 1980, sans toutefois aboutir devant votre autorité.

Le service cantonal a publié, il y a quelques années, un règlement communal type, simplifiant notablement le travail des autorités communales. Nous nous sommes donc basés sur cette proposition de règlement, ainsi que sur les règlements existants d'autres communes pour établir le projet qui vous est présenté.

Dans nos réflexions, nous avons bien entendu tenu compte de la réalité de notre commune et supprimé du règlement type les dispositions qui ne nous concernent pas. Ainsi, par exemple, la notion de garde-vigne, indispensable sur le littoral, ne figure pas dans notre projet.

Autres règlements

Le projet cantonal prévoit, en plus des dispositions de police courante, de regrouper au sein du règlement de police divers chapitres ayant trait à la police des chiens. Les dispositions relatives aux inhumations, incinération et au cimetière sont aussi regroupées dans le présent projet.

En adoptant le projet présenté, votre autorité abrogera donc les règlements suivants :

- Règlement de police du 22 décembre 1931
- Règlement sur les inhumations et les incinérations du 13 juillet 1950
- Arrêté sur la taxe des chiens du 12 avril 2005

Commentaire du règlement

La marge de manoeuvre communale dans l'établissement d'un nouveau règlement est relativement restreinte. En particulier, le droit cantonal impose un certain nombre d'obligations aux communes; obligations qui sont répercutées dans le règlement de police. Ces dispositions sont souvent impératives ou contraignantes. La seule liberté que peut avoir le législateur communal se limite parfois à durcir encore plus certaines contraintes.

Dans ce chapitre, nous souhaitons mettre en évidence les éléments qui s'écartent ou qui ont été ajoutés au règlement type communal proposé par le service des communes. Ce dernier est disponible sur le site internet de l'État (www.ne.ch/communes).

Dispositions générales

1.3 Organes d'exécution

Notre commune dispose, jusqu'en 2014, d'un agent de police. Passé ce délai, ou avant, il s'agira soit d'engager un assistant de sécurité publique diplômé ou de passer un mandat de prestation avec la Police neuchâteloise. Ce changement est imposé par la loi sur la police neuchâteloise (LPol) du 20 février 2007.

1.11 Mesures provisoires

Plusieurs communes disposent de cet article qui donne au Conseil communal la compétence de prendre les mesures qui s'imposent en cas d'urgence (sinistre important, situation extraordinaire, etc.).

Contrôle des habitants

Aucune modification n'a été apportée à ce chapitre, ses dispositions reprenant le contenu de la loi sur le contrôle des habitants du 3 février 1998.

Police locale

3.5 Retrait des affiches

Le Conseil communal souhaite avoir la possibilité de mieux contrôler la pose et le retrait d'affiches, en particulier sur les emplacements publics prévus à cet effet. Afin d'assurer une certaine équité, il convient d'inciter les poseurs à retirer leurs affiches au plus vite.

3.9 Fouilles

Le Conseil communal est régulièrement interpellé par des citoyens se plaignant des salissures laissées sur la route par des véhicules qui s'engagent sur la chaussée sans les avoir nettoyés au préalable.

3.27 Tranquillité publique

Il convient d'admettre que la qualité de vie dans notre commune est liée au calme et à la proximité de la nature. Sans toutefois vouloir être inutilement restrictif, le Conseil communal souhaite pouvoir intervenir en cas d'abus manifestes.

3.34 Heures d'ouvertures

Le règlement reprend les dispositions de la loi sur les établissements publics (LEP) et retient le cadre le plus large possible en terme d'heures d'ouvertures. Cet article correspond en fait à la pratique actuelle.

3.35 Cas particuliers

Notre commune ne comporte pas, à l'heure actuelle, de cabaret-dancing sur son territoire. Le Conseil communal souhaite toutefois que figure cet article, dans l'éventualité d'une ouverture future.

3.36 Prolongations

Le Conseil communal peut, dans des cas exceptionnels (mariages, fêtes, célébrations, etc.) autoriser des établissements publics ou autres à fermer plus tard que les heures prévues par la LEP. Cette autorisation est en principe donnée par le chef du dicastère. En cas d'empêchement ou d'urgence, l'exécutif souhaite pouvoir attribuer cette compétence à l'administrateur communal.

3.42 Distributeurs automatiques

Afin d'éviter une charge de travail sans commune mesure avec le revenu que l'on pourrait en tirer, le Conseil communal propose de continuer à ne pas percevoir de redevance sur les distributeurs automatiques.

3.47 Distance par rapport aux magasins

Dans le but de permettre un développement harmonieux de nos magasins, l'exécutif communal souhaite séparer clairement les espaces réservés à la vente ambulante. En effet, il n'est pas souhaitable de voir des colporteurs proposer des produits identiques à ceux de nos commerces locaux sous leurs propres vitrines.

Lotos et spectacles

4.1 Matches au loto

Ce chapitre est le seul où la commune dispose d'une liberté totale en matière d'organisation. Sachant que nous disposons dans la commune de plusieurs salles permettant l'organisation de matches au loto et que ces derniers représentent une façon originale d'attirer des personnes dans notre commune, le Conseil communal souhaite une ouverture aussi large que possible à l'organisation de telles manifestations. Ce chapitre se contente donc de fixer quelques principes généraux, dont celui de la priorité des sociétés locales en cas de conflit de date.

4.7 Taxe sur les spectacles

La Commune ne perçoit plus, depuis plusieurs années, de taxe sur les spectacles. Cet article reprend donc la pratique actuelle.

Police sanitaire

5.3 Propreté

Les salissures dues aux cavaliers sont parfois importantes. Il convient donc d'assurer aux autorités de police de pouvoir dénoncer les cas d'abus manifestes.

5.4 Colportage de la viande

Pour des raisons sanitaires évidentes, le Conseil communal ne souhaite pas de vente en plein air de viande. En revanche, et sous des conditions soumises à autorisation, la vente de poisson peut être envisagée, à l'image de ce qui se pratiquait jusqu'à quelques années en arrière sur notre territoire communal (poissonnier ambulante).

5.10 Déchets encombrants

Cet article ne fait que reprendre la pratique existante et lui donner force de loi.

5.13 Fumiers

Notre commune comporte quelques fermes situées à proximité de la zone d'habitation. Il est donc judicieux de laisser à l'exécutif communal la possibilité de cadrer les emplacements destinés à une telle installation.

5.15 Abattage

Les abattoirs communaux étant désormais en mains privées, le chapitre prévu par le règlement-type a été supprimé. Cette disposition mérite néanmoins de figurer dans le règlement proposé, au chapitre de la police sanitaire.

5.16 Epandage de purin

Pour la même raison que pour l'article 5.13, le Conseil communal souhaite pouvoir limiter l'épandage de purin certains jours de repos. Certains ont encore en mémoire de tels épandages lors de fêtes communales.

Inhumations, incinérations

Ce chapitre reprend la pratique actuelle et fixe les finances perçues en cas d'incinération ou d'inhumation. Il précise aussi que les habitants de Brot-Plamboz sont traités de manière similaire aux habitants des Ponts-de-Martel.

Cimetière

Ce chapitre reprend la pratique actuelle au sujet du cimetière. Il reprend les principes définis par le Règlement sur les inhumations et les incinérations. Il précise aussi que les habitants de Brot-Plamboz sont traités de manière similaire aux habitants des Ponts-de-Martel.

7.6 Surveillance, aménagement

Suite à divers événements récents, le Conseil communal souhaite interdire la plantation d'arbres par des privés sur des tombes (sapins, arbustes, etc.).

7.12 Concession perpétuelle

Il n'est pas souhaitable qu'une personne puisse être ensevelie au cimetière sans limite de temps. Une concession ne doit pouvoir être accordée que de façon précise ; en particulier afin de permettre à l'exécutif de réaffecter des zones abandonnées du cimetière.

Police des forêts

Aucune remarque particulière

Police des chiens

Ce chapitre reprend les tarifs fixés par l'arrêté du 12 avril 2005. Il formalise aussi la pratique actuelle.

9.11 Souillures

Le Conseil communal souhaite pouvoir intervenir en cas de souillures dues aux chiens sur le territoire communal, notamment aux abords des écoles et des places publiques régulièrement fréquentées par des enfants.

Conclusion

En acceptant le projet de règlement présenté, votre autorité permettra à notre commune de disposer d'un outil moderne et à jour, tenant compte des réalités de notre siècle.

Le Conseil communal propose au Conseil général de voter le règlement suivant :

Commune des Ponts-de-Martel



REGLEMENT DE POLICE

du 28 avril 2009

(date de présentation au Conseil général)

Chapitre 1

DISPOSITIONS GENERALES

Tâches de police communale: définition	<p>1.1 On entend par tâches de police communale les tâches que la loi attribue aux communes, sous le contrôle de l'autorité cantonale, notamment dans les domaines de la police de proximité et de la police de circulation.</p> <ul style="list-style-type: none">a) à l'ordre, la sécurité, la tranquillité, la moralité, la santé et la salubrité publics, en général,b) au contrôle des habitants ainsi qu'aux polices sanitaire, rurale, du feu, des constructions, des établissements publics, de circulation, des chiens, des foires et des marchés, en particulier,c) à la surveillance, la régulation et la signalisation temporaire de la circulation routière. <p>Les communes sont seules compétentes notamment en ce qui concerne</p> <ul style="list-style-type: none">a) la gestion de leur domaine public,b) l'octroi d'autorisations communales,c) le respect des prescriptions de droit administratif.
Champ d'application	<p>1.2 Les tâches de police communale s'exercent, sous la surveillance du Conseil communal, sur tout le territoire de la commune, conformément aux lois et règlements en la matière et sous réserve des attributions de la police neuchâteloise.</p>
Organes d'exécution	<p>1.3 Les organes d'exécution sont:</p> <ul style="list-style-type: none">a) le Conseil communal,b) le directeur de police,c) la commission de salubrité publique,d) le personnel chargé de la police communale.
Titres et fonctions	<p>1.4 Les titres et fonctions cités dans le présent règlement s'entendent aussi bien au féminin qu'au masculin.</p>

- Rapports
- 1.5** ¹Les rapports pour contraventions sont remis dans les 24 heures au directeur de police qui les transmet au Procureur général.
- ²Les cas graves sont communiqués au Conseil communal.
- Agents de police
- a) assermentation
- 1.6** ¹A leur entrée en fonction, les agents de police prêtent serment de remplir fidèlement les devoirs de leur charge.
- ²Ils sont assermentés par le président du Conseil communal.
- b) tâches
- 1.7** ¹Les agents de police veillent au maintien de l'ordre, de la sécurité, de la tranquillité et de la moralité publics, assument la police de circulation à l'intérieur des localités, ainsi que les tâches administratives de police qui leur sont confiées.
- ²Lors de toute intervention officielle, ils sont tenus de faire connaître leur identité à la demande de la personne interpellée.
- ³Ils ne peuvent faire usage de la force que si une personne interpellée ou arrêtée leur résiste.
- c) uniforme
- 1.8** ¹Sauf ordre exprès contraire, les agents de police portent l'uniforme.
- ²Ce dernier doit être distinct de celui des membres de la police neuchâteloise.
- d) armes
- 1.9** ¹Les agents de police peuvent être armés pour accomplir leur service.
- ²Le Conseil communal est alors tenu d'assurer à ses agents une formation adéquate et une instruction régulière en ce qui concerne le maniement et l'usage des armes.
- ³Les assistants de sécurité publique ne sont pas armés.
- e) usage des armes
- 1.10** L'usage des armes doit être proportionné aux circonstances et n'est autorisé que comme ultime moyen de défense ou de contrainte.
- Mesures provisoires
- 1.11** En cas d'urgence, le Conseil communal est compétent pour édicter des mesures provisoires non prévues par le présent règlement, notamment lors de catastrophes ou de circonstances exceptionnelles.

Chapitre 2

CONTROLE DES HABITANTS

Domicile	<p>2.1 ¹Une personne ne peut avoir qu'un domicile.</p> <p>²Une personne est réputée avoir son domicile dans la commune où est déposé son acte d'origine ou le document requis (voir article 2.7 ci-après).</p> <p>³A défaut d'un tel dépôt, sont considérées comme domiciliées dans la commune, les personnes qui y résident avec l'intention de s'y établir et d'y avoir le centre de leurs intérêts personnels.</p>
Séjour	<p>2.2 Sont considérées comme séjournant dans la commune, les personnes qui y résident dans un but particulier, sans intention de s'y établir et pour une durée limitée, mais au moins trois mois consécutivement ou dans la même année.</p>
Déclaration d'arrivée	<p>2.3 La personne qui établit son domicile dans la commune ou qui y séjourne au-delà de trois mois doit déclarer son arrivée au contrôle des habitants.</p>
Délai	<p>2.4 ¹La déclaration doit avoir lieu dans les huit jours qui suivent l'arrivée ou, en cas de périodes de séjour non consécutives, dès qu'il est prévisible que le séjour dépassera trois mois.</p> <p>²A la demande de l'intéressé, la commune peut prolonger ce délai jusqu'à vingt jours.</p>
Exceptions	<p>2.5 Sont dispensées de l'obligation de déclarer leur arrivée:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les personnes qui séjournent dans un établissement hospitalier pour y être soignées;b) celles qui séjournent dans une maison d'éducation au travail ou un pénitencier.

Lieu et forme de la déclaration

2.6 ¹La déclaration est faite au contrôle des habitants.

²Les personnes majeures sont tenues de se présenter personnellement pour déclarer leur arrivée, à moins d'en avoir été dispensées pour de justes motifs par le préposé.

³La déclaration du conjoint, du partenaire enregistré au sens de la loi fédérale sur le partenariat et du titulaire de l'autorité parentale vaut pour l'autre conjoint ou partenaire enregistré, pour les enfants mineurs et pour toute autre personne, aussi longtemps que ces personnes font ménage commun avec lui.

⁴La déclaration d'arrivée incombe:

- a) au représentant légal, pour les mineurs vivant hors du ménage de leurs parents et les interdits ou, s'ils séjournent dans un établissement, à la direction de ce dernier;
- b) à la direction, pour le séjour des pensionnaires dans un home pour personnes âgées;
- c) à l'administration, pour le séjour des requérants d'asile logés dans un centre d'accueil.

Contenu de la déclaration

2.7 Une déclaration d'arrivée doit être remplie pour chaque personne et contenir les renseignements prescrits par le règlement d'exécution de la loi sur le contrôle des habitants, du 23 décembre 1998 (RLCdH).

Dépôt et présentation de documents

2.8 ¹En déclarant son arrivée dans la commune, tout Suisse est tenu de déposer un acte d'origine à jour ou une pièce officielle attestant le dépôt de ce document dans une autre commune (déclaration de domicile)

²L'étranger doit produire une pièce de légitimation reconnue selon le droit fédéral; s'il est déjà titulaire d'une autorisation temporaire, de séjour, d'établissement ou autre, il la présentera également.

³La présentation du certificat de famille, d'un acte de famille ou de tout autre document d'état civil probant peut être requise lorsque le conjoint ou le partenaire enregistré au sens de la loi fédérale sur le partenariat fait également la déclaration pour l'autre conjoint, l'autre partenaire ou les enfants mineurs.

⁴La commune conserve les documents qui y sont déposés.

Permis de domicile et attestation de séjour

2.9 ¹La personne qui établit son domicile dans la commune reçoit un permis de domicile, délivré pour une durée indéterminée.

²La personne qui déclare un séjour dans la commune reçoit une attestation de séjour. Celle-ci lui est délivrée pour la durée d'une année; elle peut être renouvelée.

Déclaration de domicile

2.10 ¹La personne qui, tout en conservant son domicile dans la commune où est déposé son acte d'origine, séjourne temporairement ou périodiquement dans une autre commune, peut obtenir une déclaration de domicile.

²Cette déclaration atteste le dépôt de l'acte d'origine dans la commune qui l'établit et reproduit les indications figurant sur l'acte d'origine; sa validité est d'une année; elle peut être renouvelée.

Devoirs du bailleur

2.11 Les propriétaires ou gérants d'immeubles sont tenus d'informer leurs locataires de leur obligation de déclarer leur arrivée et leur départ au contrôle des habitants.

Devoirs du logeur

2.12 ¹Celui qui loge des tiers, dont le séjour excède trois mois, est tenu de les informer de leur obligation de déclarer leur arrivée et leur départ au contrôle des habitants.

²Il en va de même pour les établissements publics au bénéfice d'une patente permettant de loger des hôtes; est réservé le contrôle de ces derniers, conformément à la législation en la matière.

Changement de situation

2.13 ¹Les personnes domiciliées ou en séjour doivent communiquer, dans les huit jours, tout changement d'identité, d'état civil et d'adresse.

²Un nouvel acte d'origine doit être produit en cas de changement d'identité ou d'état civil.

³Les personnes qui deviennent majeures sont informées par la commune qu'elles sont astreintes aux mêmes formalités qu'un nouvel arrivant, même si elles demeurent dans le ménage de leurs parents.

Déclaration de départ

2.14 ¹La personne domiciliée dans la commune et qui la quitte ou dont la durée de séjour n'atteint plus trois mois par an, doit annoncer sans délai son départ, indiquer sa destination et restituer son permis de domicile ou son attestation de séjour au contrôle des habitants.

²L'article 2.6 ci-dessus s'applique par analogie à la déclaration de départ.

Restitution de documents

2.15 Lorsqu'une personne annonce son départ:

- a) l'acte d'origine est restitué à son titulaire;
- b) la déclaration de domicile est restituée à son titulaire.

Attributions du préposé
au contrôle des
habitants

2.16 Le préposé a notamment les attributions suivantes:

- a) il reçoit les déclarations d'arrivée et de départ, les avis de changement de situation des personnes concernées, ainsi que les annonces de tiers;
- b) il tient le registre communal des habitants dans lequel sont inscrits, pour toutes les personnes domiciliées ou en séjour dans la commune, les renseignements contenus dans les déclarations d'arrivée et de départ, ainsi que les éléments d'ordre technique prescrits par le RLCdH;
- c) il établit et délivre les permis de domicile, les attestations de séjour et les déclarations de domicile;
- d) il statue sur les contestations portant sur le domicile ou le séjour, après avoir entendu la personne intéressée; ses décisions sont susceptibles d'un recours au Département de la justice, de la sécurité et des finances (DJSF), conformément à la loi sur la procédure et la juridiction administratives, du 27 juin 1979 (LPJA);
- e) il conserve les actes d'origine, ainsi que les déclarations de domicile, et les restitue en cas de départ;
- f) il veille à la conservation des archives du contrôle des habitants;
- g) il veille à ce que toutes les personnes concernées remplissent les obligations que leur impose la loi sur le contrôle des habitants, du 3 février 1998 (LCdH), et procède aux contrôles et enquêtes nécessaires; au besoin, il peut requérir le concours de la police chargée des tâches de police communale;
- h) il collabore, conformément aux directives émises par le Département de l'économie (DEC), à l'établissement des statistiques relatives aux habitants et aux recensements de la population;
- i) il peut exiger des administrations cantonales et communales, ainsi que d'autres personnes, physiques ou morales, les renseignements ou les informations qu'elles possèdent au sujet d'une personne déterminée, susceptibles de figurer dans la déclaration d'arrivée ou dans le registre des habitants.

Chapitre 3

POLICE COMMUNALE

- Ordre public **3.1** Il est interdit d'endommager le bien d'autrui.
- Domaine public
- a) travail et dépôt **3.2** ¹Tout travail ou dépôt de matériaux sur la voie publique est soumis à autorisation du Conseil communal qui, s'il y a lieu, fixe le montant de l'indemnité.
- ²Les mesures de sécurité incombent au bénéficiaire de l'autorisation.
- b) affichage et enseignes **3.3** ¹Le Conseil communal fixe les emplacements d'affichage; aucune affiche, enseigne ou réclame ne peut être apposée sans son autorisation.
- ²Le Conseil communal peut interdire la pose des enseignes, affiches, réclames, inscriptions ou images qui, par leur emplacement, leurs dimensions excessives ou pour toute autre raison, nuisent à la moralité, à la sécurité, à l'architecture d'un bâtiment, à l'aspect d'une rue, d'une place ou d'un site.
- ³Les enseignes qui empiètent sur le domaine public communal feront l'objet d'une concession spéciale.
- ⁴Une taxe annuelle, fixée par le Conseil communal, sera perçue.
- c) dommages aux affiches **3.4** ¹Quiconque, sans droit, aura arraché, lacéré, ou rendu inutilisables ou illisibles, même partiellement, des affiches que des particuliers ont fait placarder dans des lieux et dans des conditions fixés par la loi ou l'autorité, sera puni de l'amende.
- ²Quiconque aura arraché, lacéré ou rendu inutilisable ou illisible une publication officielle affichée, sera puni de l'amende.
- d) retrait des affiches **3.5** ¹Les affiches posées sur le territoire de la commune seront enlevées au plus tard dans la semaine qui suit la manifestation. En cas de non-respect de cette disposition, le retrait des affiches sera exécuté par les employés communaux. Il sera alors facturé un émolument fixé par le Conseil communal, émolument qui devra être payé par les organisateurs de la manifestation concernée.

²L'affichage politique est traité par analogie, la date de votation tenant lieu de date de la manifestation.

- e) circulation **3.6** Lorsque les besoins l'exigent, la circulation ou le stationnement de tout véhicule sur certains endroits du domaine public peuvent être interdits ou limités par arrêté du Conseil communal, approuvé par le service des ponts et chaussées.
- f) mise en fourrière **3.7** ¹Les véhicules parqués illicitement ou gênant les autres usagers ou le passage des engins de déneigement peuvent être évacués et mis en fourrière.
²Les frais inhérents à ces opérations sont à la charge du détenteur.
- f) plantations **3.8** Les arbres et les haies plantés en bordure de la voie publique doivent être taillés par les propriétaires de façon à ne pas gêner la circulation ni limiter la visibilité.
- g) fouilles **3.9** ¹Aucune fouille sur le domaine public communal ne peut se faire sans autorisation du Conseil communal.
²Les mesures de sécurité et la remise en état incombent au requérant.
³Un émolument, fixé par arrêté du Conseil général, peut être perçu.
⁴Le conducteur d'un véhicule évitera de salir la chaussée. Avant qu'un véhicule ne quitte un chantier, une fosse ou un champ, ses roues seront nettoyées.
- h) récolte de signatures **3.10** ¹La récolte de signatures sur le domaine public pour une initiative, un référendum ou une pétition doit être annoncée au Conseil communal.
²Si l'ordre ou la sécurité publics l'exige, le Conseil communal peut en limiter l'exercice.
³Toute propagande ou récolte de signatures est interdite dans les locaux de vote et à leurs abords immédiats.
- i) eaux usées **3.11** Il est interdit de déverser des eaux usées sur la voie publique et dans les collecteurs de drainage.
- j) lavage des véhicules **3.12** Le lavage des véhicules n'est admis sur le domaine public qu'aux endroits désignés à cet effet par la police.
- k) literie **3.13** Il est interdit de suspendre du linge au-dessus de la voie publique.

l) bétail **3.14** ¹Il est interdit de faire saillir le bétail sur la voie publique ou à proximité de celle-ci.

²Il est interdit de saigner le bétail sur la voie publique.

m) nom des rues **3.15** ¹Les rues et places publiques sont dénommées par le Conseil communal.

²Il prend les mesures utiles pour éviter toute confusion dans la dénomination des chemins privés.

Sécurité publique **3.16** ¹Quiconque aura jeté, utilisé ou versé des matières, au risque de blesser, salir ou molester des personnes, sera puni de l'amende.

²Sont notamment interdits les jets de pierres ou d'autres projectiles.

3.17 Les jeux de balles, de même que ceux pouvant compromettre la sécurité des personnes ou entraver la circulation, sont interdits dans les rues.

3.18 ¹Les sports tels que la luge, le hockey, le ski ou le patin ne seront pratiqués sur le domaine public qu'aux endroits désignés par la direction de police.

²Il est défendu d'établir des glissoires sur la voie publique.

³Les compétitions sportives ne peuvent avoir lieu sur le domaine public qu'avec l'autorisation du Conseil communal.

3.19 ¹Il est interdit de faire des feux découverts sur les places publiques, dans les rues, cours, allées et jardins à moins de 10 mètres de distance d'un bâtiment en pierre et de 30 mètres d'un bâtiment en bois.

²Ces feux doivent être surveillés jusqu'à complète extinction.

³Quiconque, sans autorisation, aura tiré des coups de feu ou des pièces d'artifice à proximité de bâtiments ou de matières inflammables, sera puni de l'amende.

⁴Il est notamment interdit d'allumer ou de lancer des explosifs tels que pétards, "grenouilles" ou autres engins dangereux à l'intérieur de la localité.

3.20 Toute personne qui installe des échafaudages, échelles, ponts volants, etc., est tenue, sous sa responsabilité, de veiller à leur solidité ainsi qu'à la sécurité de ses employés et du public.

3.21 L'installation de ruchers à proximité de la voie publique et dans le voisinage immédiat de maisons habitées par des tiers est soumise à l'approbation préalable de l'autorité communale.

Tranquillité publique

3.22 Tout acte de nature à troubler la tranquillité publique est interdit.

3.23 ¹Les manifestations publiques en plein air, notamment les spectacles, concerts, assemblées, cortèges et expositions, sont subordonnés à une autorisation du Conseil communal.

²Le Conseil communal peut limiter le déroulement de certaines manifestations, voire les interdire les dimanches et jours fériés officiels, dans la mesure où le maintien de l'ordre et de la tranquillité publics l'exige.

³Le déroulement normal des manifestations et représentations publiques ne peut être troublé ou empêché.

3.24 Il est interdit d'incommoder les voisins par l'emploi d'appareils diffuseurs de son ou d'instruments de musique.

3.25 L'emploi de détonateurs destinés à éloigner les oiseaux est interdit de 18 heures à 7 heures.

3.26 Tout propriétaire d'animaux est tenu d'éviter que leurs cris ne troublent la tranquillité publique.

3.27 ¹Sauf autorisation spéciale, toute activité ou tout travail bruyants sont interdits de 22 heures à 6 heures à l'intérieur de la localité et partout où ils troubleraient le repos des voisins.

²L'emploi des tondeuses à gazon, tronçonneuses et autres équipements similaires à moteur à combustion est interdit avant 7 heures et après 20 heures ainsi que les dimanches et jours fériés.

3.28 Sont en principe interdites le dimanche et les jours fériés les activités qui, en raison du bruit qu'elles provoquent ou de toute autre manière, portent atteinte à la paix publique.

Poids et mesures

3.29 Ne sont admis dans le commerce que les balances, poids et mesures vérifiés par le contrôleur officiel.

3.30 Le Conseil communal peut en tout temps faire contrôler le poids et la mesure des marchandises vendues.

Police rurale

3.31 ¹La police rurale est exercée selon les dispositions légales.

²Les animaux de basse-cour ne doivent pénétrer ni sur la voie publique ni sur les propriétés d'autrui.

³Le Conseil communal fixe les dates d'ouverture et de fermeture du parcours du bétail, le droit de parcours sur les terrains clôturés étant réservé.

3.32 ¹Il est interdit à toute personne détenant du bétail bovin de ramasser, transporter ou d'utiliser pour l'affouragement des déchets et restes de repas tels que les déchets destinés à nourrir des porcs, les cadavres d'animaux.

²L'emploi de ces mêmes déchets et restes de repas pour l'affouragement de porcs est subordonné à l'autorisation du vétérinaire cantonal.

Etablissements publics

3.33 ¹Les tenanciers des hôtels, cafés-restaurants et autres établissements publics doivent se conformer aux prescriptions cantonales, notamment aux dispositions de la loi sur les établissements publics.

²Les exploitants de salles cinématographiques se conformeront à la loi sur le cinéma.

Heures d'ouverture

a) en général

3.34 ¹Les établissements publics peuvent être ouverts dès 6 heures.

²L'heure de fermeture est fixée à:

a) 1 heure, du lundi au vendredi,

b) 2 heures, les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche.

³Dans le cadre des heures ci-dessus, les tenanciers sont tenus, sauf cas de force majeure, d'ouvrir leur établissement tous les jours au minimum pendant huit heures.

⁴Pour des motifs valables, tels que congé hebdomadaire, vacances, caractère saisonnier de l'établissement, le Conseil communal peut autoriser le titulaire de la patente à fermer son établissement certains jours ou à certaines époques de l'année.

b) cas particuliers

3.35 ¹L'heure de fermeture des cabarets-dancing est fixée à 2 heures du dimanche au mercredi et 4 heures du jeudi au samedi.

²L'heure de fermeture des discothèques est fixée à 2 heures du dimanche au mercredi et à 4h du jeudi au samedi.

³Les cercles sont autorisés à accueillir leurs membres et leurs invités en dehors des heures d'ouverture et de fermeture des autres établissements publics.

⁴Les établissements publics peuvent rester ouverts les nuits du 31 décembre au 1er janvier, du dernier jour de février au 1er mars et du 1er au 2 août.

c) prolongations

3.36 ¹Les établissements publics peuvent, exceptionnellement et de cas en cas, être autorisés à ouvrir avant l'heure réglementaire ou à fermer après cette heure.

²Un émolument est perçu. Les modalités sont définies par un arrêté du Conseil communal

³L'autorisation est délivrée par le directeur de police, ou à défaut, par l'administrateur communal, selon une procédure fixée par arrêté du Conseil communal.

3.37 Le responsable de l'établissement doit respecter strictement les heures de fermeture et signaler les récalcitrants à la police, selon la procédure prévue par la loi.

3.38 ¹Il est interdit au responsable de l'établissement de servir dans son établissement des boissons alcooliques aux personnes en état d'ébriété ou à celles interdites d'accès à des débits de boissons alcooliques, ainsi qu'aux mineurs de moins de 16 ans qui ne sont pas accompagnés de leur représentant légal ou d'une personne majeure à qui leur garde a été confiée.

²Les tenanciers d'établissements publics autorisés à débiter des boissons alcooliques sont tenus d'offrir, de façon particulièrement visible, au moins trois boissons sans alcool, attractives et de catégories différentes, à un prix inférieur, à quantité égale, à celui de la boisson alcoolique la moins chère.

Bruit, faisceau laser

3.39 L'installation et l'utilisation, dans un établissement public, d'appareils à faisceau laser, d'appareils de sonorisation et d'amplification du son doivent être autorisées par le Conseil communal qui en fait contrôler périodiquement le bon fonctionnement.

3.40 ¹Il est interdit aux mineurs de moins de 16 ans d'offrir en vente ou de vendre dans les établissements publics des insignes, des journaux, des fleurs ou d'autres objets.

²Il leur est également interdit de s'y livrer à l'exercice d'une activité artistique quelconque, notamment une activité musicale ou théâtrale.

Distributeurs automatiques

3.41 L'installation, sur le territoire communal, de tout distributeur ou appareil automatique doit être signalée dans les 10 jours, par le détenteur, à l'autorité cantonale de police du commerce.

3.42 La commune ne perçoit pas de redevance sur l'utilisation des distributeurs et appareils automatiques.

Jeux électromagnétiques

3.43 ¹L'usage des appareils de jeux électromagnétiques dans les établissements publics ou dans d'autres lieux accessibles au public est interdit aux mineurs de moins de 16 ans.

²Les mineurs qui entendent utiliser de tels appareils doivent être en mesure de justifier leur âge par la présentation d'une carte d'identité officielle.

Professions ambulantes

3.44 ¹Nul ne peut exercer dans la commune une activité relevant du commerce ambulant ou temporaire sans être pourvu d'une autorisation délivrée par le service du commerce et des patentes.

²Les prescriptions concernant l'utilisation du domaine public sont réservées.

Heures d'activité

3.45 ¹Les activités relevant du commerce ambulant ou temporaire ne peuvent être exercées en dehors des heures d'ouverture des magasins.

²Les activités foraines sont exceptées.

³Le Conseil communal peut en outre accorder des dérogations lors des fêtes populaires organisées sur le territoire de la commune.

Conditions d'exercice

3.46 ¹Le commerce ambulant ou temporaire doit être exercé de manière à ne pas importuner le public.

²Il n'est permis dans les maisons, terrains clos, établissements publics, salles de spectacles et autres lieux de réunion publics qu'avec l'assentiment du propriétaire, du tenancier ou de l'exploitant.

Distance par rapport aux magasins

3.47 Il est interdit aux camions-magasins, aux colporteurs et aux déballeurs de stationner, pour vendre de la marchandise, à moins de 200 mètres des magasins où des marchandises de même nature sont exposées et offertes au public.

Age limite	3.48 La limite d'âge pour l'exercice du commerce itinérant est déterminée par la législation fédérale sur le travail.
Foires et marchés	<p>3.49 ¹Le Conseil communal fixe le lieu, la date et la durée, des foires et des marchés organisés sur le territoire de la commune.</p> <p>²Il en définit également les conditions d'accès et prescrit les mesures de police nécessaires.</p> <p>³Il arrête enfin la taxe d'utilisation de place.</p>
Activités foraines	<p>3.50 ¹Le Conseil communal assigne un emplacement aux activités foraines.</p> <p>²Il arrête la taxe d'utilisation de place.</p>
Véhicules habitables et habitations mobiles	3.51 Les roulottes, caravanes et autres véhicules habitables ou habitations mobiles ne peuvent stationner sur le territoire communal que sur autorisation du Conseil communal qui désigne l'emplacement.

Chapitre 4

LOTOS ET SPECTACLES

- Matches au loto
- 4.1** Les matches au loto peuvent être organisés librement pour autant qu'ils obtiennent l'autorisation du Conseil communal.
- 4.2** Il sera organisé deux matches au plus par semaine.
- 4.3** ¹Les demandes d'autorisation sont adressées au Conseil communal qui les traite dans leur ordre d'arrivée.
- ²En cas de conflit de date, la priorité est donnée à une société locale.
- 4.4** ¹Le vendredi et le samedi, les matches au loto se terminent au plus tard 1 heure après minuit.
- ²Le dimanche, ils ne débutent pas avant 15 heures et se terminent au plus tard à 24 heures.
- ³Une heure supplémentaire est accordée aux organisateurs pour le règlement des comptes. Cette heure supplémentaire ne fait pas l'objet d'une autorisation tardive.
- 4.5** Le Conseil communal se réserve la possibilité d'émettre des règles complémentaires au moyen d'un arrêté.
- 4.6** Le Conseil communal se réserve d'établir un contrôle sur les objets mis en jeu.
- Taxe sur les spectacles **4.7** La commune ne prélève pas d'émolument sur les spectacles.

Chapitre 5

POLICE SANITAIRE

Organes d'exécution	<p>5.1 ¹La commission de salubrité publique est chargée d'exécuter les prescriptions relatives à la police sanitaire et aux maladies transmissibles, de surveiller la salubrité et l'état d'entretien des constructions.</p> <p>²Pour le surplus, ses attributions sont déterminées par la réglementation cantonale.</p>
Propreté	<p>5.2 ¹Tout acte de nature à compromettre la propreté et le bon entretien du domaine public ainsi que des parcs et promenades communaux est interdit.</p> <p>²Les actes contraires à la salubrité et la sécurité publiques, commis sur domaine privé, constituent des contraventions au présent règlement dans la mesure où ils créent des dangers pour la santé ou la sécurité des voisins ou du public.</p> <p>5.3 Les cavaliers sont tenus de nettoyer les salissures de leurs montures sur la voie publique.</p>
Colportage de la viande	<p>5.4 ¹Le colportage de la viande et des préparations de viande (y compris la viande de lapins, volailles, gibier, poissons, grenouilles, tortues, crustacés et mollusques), de même que la vente sur la voie publique, sont interdits. Les pêcheurs peuvent, avec l'autorisation du vétérinaire cantonal, colporter leur propre poisson ou le vendre sur la voie publique.</p> <p>²L'utilisation de la voie publique est soumise à autorisation du Conseil communal. Un émolument peut être perçu.</p>
Dégradations	<p>5.5 Il est interdit de dégrader, de salir ou souiller par des dessins et des inscriptions réalisés notamment au moyen de bombes aérosols, ou de toute autre manière, les façades, murs, portes, clôtures ou installations quelconques.</p>
Articles de foire	<p>5.6 La vente et l'usage d'articles de foire dangereux, salissants ou polluants, notamment les bombes aérosols, sont interdits.</p>

Enlèvement des ordures	<p>5.7 ¹La commune assure, jusqu'à concurrence d'un demi-mètre cube, l'enlèvement des ordures ménagères et des déchets encombrants à l'exception de ceux de l'industrie.</p> <p>²Le Conseil communal peut exiger le tri préalable des déchets et faire procéder à des enlèvements séparés spéciaux.</p> <p>³Un calendrier d'enlèvement des déchets est remis aux ménages; il fixe notamment l'horaire ainsi que les modalités du ramassage et désigne des centres de dépôt.</p> <p>⁴Il est interdit aux personnes ou entreprises non domiciliées dans la commune, de déposer sur le territoire et notamment dans les rues ou la déchetterie de cette dernière, leurs déchets, conteneurs, poubelles ou sacs à déchets.</p>
Réipients admis	<p>5.8 ¹Sont seuls autorisés les conteneurs, poubelles et sacs à déchets dont le type est admis par le Conseil communal; ils doivent être déposés dans la rue le jour où passe le camion de ramassage et placés de manière à ne pas gêner les piétons et la circulation.</p> <p>²Les conteneurs et poubelles doivent être rentrés au plus tard à la fin de la journée.</p>
Déchets dangereux	<p>5.9 ¹Il est interdit de déposer directement sur la voie publique ou dans les poubelles et sacs à déchets des objets dangereux ou cassés pouvant provoquer des accidents.</p> <p>²La verrerie, la vaisselle brisée et les objets tranchants doivent être soigneusement emballés afin d'éviter tout risque de blessure pour le personnel de la voirie.</p>
Déchets encombrants	<p>5.10 ¹Les déchets encombrants combustibles qui ne peuvent trouver place dans les poubelles doivent être déposés le jour fixé pour leur évacuation en conformité avec les instructions données par le Conseil communal.</p> <p>²Les déchets non-combustibles doivent être éliminés selon les instructions en vigueur du Conseil communal.</p>
Interdiction des dépôts de déchets	<p>5.11 ¹Il est interdit de jeter, répandre ou déposer sur les voies et promenades publiques, de même que sur les chemins et terrains privés, dans le voisinage des habitations ainsi que dans les cours d'eau, prés et forêts, des papiers, chiffons, ordures, balayures, déchets carnés, ferrailles, carcasses de véhicules, matériaux et déchets de toute nature.</p>

²Les déblais provenant de démolition ou de travaux de terrassement, les huiles de vidange et ménagères, ainsi que tous les déchets contenant des matières toxiques ou dangereuses pour l'environnement doivent être livrés au lieu de dépôt ou de destruction désigné par l'autorité communale.

³Tout dépôt fait dans un endroit non autorisé sera enlevé aux frais, risques et périls du contrevenant.

5.12 Les dépouilles d'animaux doivent être conduites dans un centre d'incinération officiel.

Fumiers

5.13 ¹Le Conseil communal peut s'opposer à l'emplacement d'un fumier si celui-ci risque d'être nuisible à l'hygiène par la proximité d'habitations.

²Les fumiers doivent posséder une assise en ciment et une fosse étanche.

³La culture des champignons sur fumier de cheval est interdite dans les caves des immeubles habités.

Porcheries et poulaillers

5.14 ¹Les porcheries, poulaillers, etc., ne peuvent être installés qu'avec l'approbation de l'autorité communale qui tiendra compte des nécessités de la salubrité publique.

²Il est interdit de garder des lapins, des poules ou autres animaux de basse-cour dans les immeubles habités, ruraux exceptés.

Abattage

5.15 ¹Il est interdit d'abattre, ailleurs qu'aux abattoirs, les bœufs, taureaux, vaches, génisses, veaux, moutons, chèvres, porcs, chevaux, ânes et mulets.

²Exception est faite pour les cas d'urgence et pour le bétail appartenant aux habitants de la zone extérieure.

³Les animaux abattus dans les fermes, à l'usage exclusif des personnes qui y travaillent, sont placés sous le contrôle des inspecteurs des viandes, tant au point de vue de la police sanitaire que du contrôle de l'effectif des animaux.

Epandage de purin

5.16 ¹Le purin doit être transporté avec du matériel étanche.

²L'épandage de purin est interdit dans la zone S I de protection des eaux (zone de captage), dans la zone S II (zone de protection rapprochée), ainsi que sur des sols dépourvus de couverture végétale.

³Le déversement de purin ou d'eaux résiduelles de silo dans une canalisation ou dans les eaux est interdit.

⁴Pour le surplus, l'épandage de purin lors de conditions météorologiques défavorables doit respecter les règles fixées par le droit fédéral et cantonal.

⁵L'épandage du purin est interdit les samedis, dimanches et jours fériés, de même que le 31 juillet. Le Conseil communal peut prévoir par arrêté d'autres interdictions ponctuelles.

Sources
Cours d'eau
Fontaines

5.17 ¹Il est interdit de salir ou de contaminer, notamment par purinage, l'eau des sources, chambres d'eau et fontaines.

²Les abords de ces dernières doivent être maintenus propres.

5.18 ¹Les matières solubles ou qui se décomposent, notamment celles contenues dans les eaux usées et résiduaires, ne peuvent être introduites dans les cours d'eau, canaux ou lacs qu'en quantités inoffensives pour les êtres humains, les animaux et les plantes.

²Les ordures ménagères, les gadoues, les matières résiduaires de l'industrie et de l'artisanat, les rebuts et les corps encombrants, ne peuvent être ni jetés dans les cours d'eau, les canaux et les lacs, ni déposés ou enfouis dans leur voisinage.

5.19 ¹L'évacuation des eaux usées directement dans le sol, dans les collecteurs de drainage, sur les voies publiques et dans les canalisations d'eaux pluviales, est interdite.

²Dans le périmètre directeur des égouts, les eaux usées de tout immeuble doivent être évacuées aux frais du propriétaire dans les canalisations publiques.

³Les eaux usées provenant des établissements industriels, artisanaux et commerciaux, qui contiennent des corps gras, notamment celles des garages, abattoirs, boucheries, hôtels et locaux de machines, ne peuvent être conduites dans les égouts qu'après avoir passé dans un séparateur.

⁴Les eaux contenant des acides et des bases seront neutralisées; celles contenant des poisons seront rendues non toxiques.

Désinfections

5.20 Les désinfections de locaux ordonnées par le médecin ou la commission de salubrité publique ne peuvent être exécutées que par le service officiel de désinfection, aux frais des intéressés.

Chapitre 6

INHUMATIONS, INCINERATIONS

Autorisation

6.1 L'autorité communale autorise l'inhumation ou l'incinération sur la base d'un certificat d'inscription de décès délivré par l'état civil compétent.

6.2 ¹L'inhumation de toute personne domiciliée hors de la commune est soumise à autorisation du Conseil communal.

²Toutefois, ce dernier pourvoira, sur demande, à l'inhumation d'une personne décédée sur le territoire communal.

6.3 ¹Les ensevelissements et incinérations ont lieu, les jours ouvrables, entre 48 et 72 heures après le décès.

²Exceptionnellement, et sur demande écrite et motivée de la famille et du médecin, l'autorité peut réduire ou étendre ce délai.

6.4 Sur demande préalable adressée au bureau communal, les urnes renfermant les cendres peuvent être déposées:

- a) sur la tombe d'un proche parent à une profondeur de 70 cm,
- b) dans un emplacement concédé par la commune.

Gratuité

6.5 ¹Le service des inhumations est gratuit pour toute personne domiciliée dans la commune.

²Il comprend le creusage de la fosse, la sonnerie des cloches, le transport du domicile au cimetière et la fourniture du jalon.

Finances

6.6 ¹En cas d'inhumation de personnes non domiciliées dans la commune mais qui y sont décédées, les finances suivantes seront perçues :

- a) 800 francs pour les personnes domiciliées dans le canton,
- b) 800 francs pour les Suisses non domiciliés dans le canton,
- c) 800 francs pour les étrangers non domiciliés dans le canton.

²En cas d'incinération de personnes non domiciliées dans la commune mais qui y sont décédées, les finances suivantes seront perçues :

- a) 200 francs pour les personnes domiciliées dans le canton,
- b) 200 francs pour les Suisses non domiciliés dans le canton,
- c) 200 francs pour les étrangers non domiciliés dans le canton.

³Le Conseil communal peut réduire ces finances dans des cas spéciaux ou en raison de la situation financière des intéressés.

⁴La finance est de 600 francs pour les indigents neuchâtelois, suisses d'autres cantons et étrangers à la Suisse, dont les frais de maladie et de sépulture incombent à une commune neuchâteloise.

6.7 Les frais d'incinération incombent à la succession.

Personnes domiciliées à Brot-Plamboz **6.8** En ce qui concerne ce chapitre, les personnes domiciliées à Brot-Plamboz sont soumises au même régime que les habitants des Ponts-de-Martel.

Chapitre 7

CIMETIERE

Surveillance
Aménagement

7.1 Le cimetière est placé sous la sauvegarde de la population et la surveillance de l'autorité communale.

7.2 ¹L'ordre, la décence et la tranquillité doivent régner constamment dans l'enceinte du cimetière.

²Les enfants non accompagnés n'y ont pas accès.

³Il est interdit d'y introduire des chiens.

7.3 Il est défendu de toucher aux plantations ou de cueillir des fleurs sur les tombes.

7.4 ¹Les fleurs fanées, couronnes, etc., doivent être déposées aux endroits prévus à cet effet.

²Les proches ont le droit de fleurir une tombe ou d'y placer un monument funéraire; ils ont le devoir de l'entretenir.

7.5 ¹Le personnel communal maintient ce dernier en bon état d'entretien et de propreté.

²Il effectue les travaux nécessaires et se conforme aux ordres et instructions de la direction de police.

³Il fait rapport à cette dernière au sujet des tombes négligées ou abandonnées.

⁴Conjointement avec les gardes communaux, il exerce la police du cimetière avec les compétences d'un agent de police.

7.6 ¹Les plantations arborescentes sur les tombes sont interdites.

²Le personnel communal procède d'office aux élagages, coupes et abattages jugés nécessaires.

³Il est interdit d'enlever les jalons.

7.7 Les tombes abandonnées sont nivelées et ensemencées d'herbe par le jardinier du cimetière.

Tombes et monuments **7.8** Les dimensions ci-après doivent être observées pour les tombes, bordure comprise:

a) inhumation	<u>Longueur</u>	<u>Largeur</u>	<u>Hauteur</u>
	130 cm	70 cm	130 cm
b) incinération	<u>Longueur</u>	<u>Largeur</u>	<u>Hauteur</u>
	100 cm	70 cm	130 cm

7.9 ¹Les monuments et bordures de pierre ne peuvent être posés que 12 mois au moins après l'inhumation et une fois la tombe nivelée.

²Tout monument doit être posé sur des fondations proportionnées à son poids.

³Aucun monument ou bordure ne peut être placé sur une tombe sans autorisation écrite du Conseil communal.

⁴La mise en place des monuments et bordures ainsi que l'aménagement des jardins doivent se faire selon les indications données sur place par le jardinier du cimetière.

Désaffectation **7.10** ¹En cas de réouverture des fosses pour de nouvelles sépultures ou de désaffectation de tout ou partie du cimetière, laquelle ne peut intervenir qu'après un délai de 30 ans au moins, le Conseil communal avise les proches des personnes inhumées par affichage public et publication dans la Feuille officielle cantonale.

²L'avis fixe un délai de 3 mois pour l'enlèvement des monuments et bordures; passé ce délai, le Conseil communal en dispose.

7.11 Le dépôt d'une urne dans une tombe n'en prolonge pas le délai de réouverture.

Concession perpétuelle **7.12** Aucune concession perpétuelle de terrain ne sera accordée dans le cimetière.

Personnes domiciliées à Brot-Plamboz **7.13** En ce qui concerne ce chapitre, les personnes domiciliées à Brot-Plamboz sont soumises au même régime que les habitants des Ponts-de-Martel.

Chapitre 8

POLICE DES FORETS

- Exploitation **8.1** ¹Aucune exploitation de produits forestiers accessoires, aucune extraction ou enlèvement de pierres, sable, terre ou gazon, aucune fouille, ne peuvent avoir lieu dans le domaine forestier sans l'autorisation du Conseil communal.
- ²Les exploitations qui, sans constituer un défrichement, compromettent ou perturbent les fonctions ou la gestion de la forêt sont interdites.
- Ramassage du bois mort
- a) généralités **8.2** ¹Il est permis de ramasser le bois mort dans les forêts ouvertes, moyennant autorisation du propriétaire.
- ²Sont seuls considérés comme bois mort le menu bois sec gisant sur le sol et les déchets qui restent après la vidange des coupes.
- ³Les pives (cônes) ne sont pas considérées comme bois mort.
- b) conditions **8.3** ¹Le ramassage du bois mort dans les coupes ou exploitations ne peut avoir lieu qu'après la vidange complète.
- ²Les bois brisés par la neige, renversés par le vent ou tout autre accident ne sont pas considérés comme bois mort, leurs débris ne peuvent être ramassés qu'après exploitation et vidange.
- c) interdiction d'utiliser des outils **8.4** Le port de tout outil pouvant servir à casser, couper ou scier le bois, est interdit.
- Feux **8.5** ¹Les feux ne sont autorisés en forêt, ou à proximité, que s'il n'en résulte aucun risque pour celle-ci.
- ²Celui qui allume un feu en forêt est tenu d'en rester maître et de prendre les précautions nécessaires pour éviter tout dommage. Il ne doit pas quitter les lieux avant l'extinction complète du feu.
- Pacage du bétail **8.6** ¹Le pacage du bétail est en principe interdit dans les forêts.
- ²Le pacage des chèvres et des moutons est également interdit dans les pâturages boisés, sauf autorisation spéciale du Département de la gestion du territoire.

Dépôt de déchets en forêt	<p>8.7 ¹Le dépôt de matériaux d'extraction et de démolition, d'épaves, d'ordures et de déchets de toute nature est interdit en forêt.</p> <p>²Le dépôt de matériaux d'extraction peut être autorisé par le propriétaire de la forêt, aux conditions fixées par la réglementation cantonale.</p>
Véhicules à moteur	<p>8.8 ¹La circulation de tout véhicule à moteur étranger à la gestion forestière ou des milieux naturels est interdite en forêt et sur les chemins forestiers.</p> <p>²Sont réservés les cas d'urgence, ainsi que l'usage de véhicules à moteur à des fins d'intérêt public.</p> <p>³La circulation est autorisée, pour les ayants droit, sur les chemins carrossables reliant des habitations isolées, ou desservant des pâturages boisés.</p> <p>⁴Selon les circonstances, le Conseil communal peut, avec l'accord du Département de la gestion du territoire, accorder des autorisations particulières.</p>
Cyclisme et équitation	<p>8.9 ¹Le cyclisme et l'équitation en forêt sont interdits en dehors des chemins existants.</p> <p>²Avec l'accord du Département de la gestion du territoire, le Conseil communal peut interdire le cyclisme ou l'équitation là où leur pratique est susceptible d'endommager les chemins, ou sur les itinéraires destinés au tourisme pédestre. Ces interdictions doivent être signalées.</p>
Autres activités	<p>8.10 ¹En forêt, les activités de loisirs autres que celles qui se pratiquent à pied ou à ski de randonnée sont interdites en dehors des chemins existants.</p> <p>²Aucune manifestation susceptible de porter préjudice à la forêt ne peut être organisée sans l'autorisation du Département de la gestion du territoire.</p> <p>³L'accord des propriétaires concernés est en outre réservé.</p>

Chapitre 9

POLICE DES CHIENS

Déclaration et taxes

9.1 ¹Toute personne domiciliée dans la circonscription communale qui garde un ou plusieurs chiens doit en faire la déclaration chaque année, du 1^{er} au 31 janvier, au bureau communal, en acquittant la taxe suivante :

- a) taxe de base pour le village (zone d'urbanisation) : fr. 90.-
- b) pour les environs (hors de la zone d'urbanisation) : fr. 60.- pour le 1^{er} chien et ensuite fr. 90.- dès le 2^{ème} chien

²Ce montant comprend la part de la taxe due à l'Etat - soit 30 francs par chien, sans les chiens exonérés par la loi mais y compris ceux exonérés par les communes - ainsi que les frais d'enregistrement et de marque au collier.

9.2 ¹Les personnes qui acquièrent un chien dans le courant de l'année doivent:

- a) la taxe entière si l'acquisition a lieu avant le 1^{er} juillet,
- b) la demi-taxe si elle a lieu après le 30 juin.

²Réserve est faite pour les chiens transférés d'une autre commune neuchâteloise pour lesquels la taxe a déjà été acquittée.

³Aucun montant n'est dû si l'ancien détenteur a payé la taxe pour l'année en cours.

⁴Les présentes dispositions s'appliquent par analogie aux détenteurs de jeunes chiens atteignant l'âge de 6 mois avant le 1^{er} juillet ou après le 30 juin.

Exonération

9.3 ¹Sont exonérés de toute taxe par la loi:

- a) les chiens détenus sur le territoire communal depuis moins de trois mois,
- b) les chiens âgés de moins de six mois,
- c) les chiens utilisés par des infirmes,

- d) les chiens de police dont le détenteur est un membre de la police cantonale,
- e) les chiens reconnus aptes au service militaire par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS),
- f) les chiens de catastrophe reconnus.

²Paient une taxe forfaitaire annuelle de fr. 200.- :

- g) les chiens dont le détenteur est une personne qui s'occupe à titre professionnel de la garde, de l'élevage ou du commerce de chiens (chenil).

9.4 ¹Il ne sera fait aucune restitution de taxe pour un chien cédé après le 31 janvier ou décédé après le 30 juin.

²En cas de décès au cours du premier semestre, la taxe est réduite de moitié.

9.5 Les propriétaires de chiens qui n'auraient pas acquitté la taxe dans le délai fixé seront mis en demeure de le faire dans les huit jours.

Identification

9.6 ¹Tout chien âgé de plus de 5 mois et détenu sur le territoire cantonal depuis plus de 3 mois, doit porter une puce électronique implantée sous la peau ou avoir le tatouage indélébile d'un numéro dans l'oreille ou sur toute autre partie visible du corps.

²Il doit également porter un collier muni de la médaille de contrôle délivrée par la commune.

³La médaille indique le numéro d'ordre ou le nom du détenteur du chien et le nom de la commune.

⁴Tout chien dont le détenteur ne respecte pas les dispositions du présent article est saisi et mis en fourrière; la commune statue sur son sort et peut le confier à la SPA, le vendre ou le faire abattre si nécessaire.

Errance

9.7 ¹Il est interdit de laisser les chiens errer, quêter, poursuivre ou chasser des animaux sauvages.

²Tout détenteur d'un chien doit être en mesure de le maîtriser à tout moment par la voix ou le geste; à défaut, le chien doit être tenu en laisse.

³Du 15 avril au 30 juin, les chiens doivent être tenus en laisse en forêt.

⁴Tout chien errant est saisi et mis en fourrière; il peut être abattu immédiatement si la saisie présente un sérieux danger.

⁵Sont réservées les dispositions spéciales en matière d'exercice de la chasse.

Chiens hargneux	9.8 Les chiens hargneux doivent être tenus en laisse ou munis d'une muselière.
Rut	9.9 Pendant le temps du rut, les chiennes doivent être enfermées ou tenues en laisse.
Aboiements	9.10 Lorsque les aboiements d'un chien incommode les voisins, son détenteur est invité à prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser.
Souillures	9.11 ¹ Tout détenteur est tenu d'empêcher son chien de souiller le domaine public, en particulier les promenades et parcs publics ainsi que les emplacements de jeux réservés aux enfants. ² A défaut, il prendra toutes les mesures utiles pour rendre l'endroit propre.
Violation des obligations	9.12 ¹ Les chiens pour lesquels les détenteurs n'ont pas respecté les dispositions des articles 9.7 à 9.10 ci-dessus sont saisis et mis en fourrière. ² L'article 9.6 est applicable par analogie.
Mesures en cas d'agression	9.13 ¹ L'autorité communale, la police cantonale et le service vétérinaire peuvent intervenir immédiatement en cas d'agression d'un chien sur une personne. Ils peuvent séquestrer l'animal préventivement et le placer en fourrière. Les intervenants s'informent mutuellement et immédiatement de leurs interventions respectives. ² Compte tenu des circonstances de l'agression, le service vétérinaire peut également ordonner la mise à mort de l'animal. ³ Dans les cas graves, le service vétérinaire peut en outre interdire la détention de chiens aux personnes dont le ou les chiens ont fait l'objet d'au moins une des mesures mentionnées dans le présent article. ⁴ Les frais découlant des mesures susmentionnées sont à la charge du détenteur.
Annonces de morsures	9.14 ¹ Les médecins constatant une blessure due à une morsure de chien dans le cadre de leur activité professionnelle sont tenus de l'annoncer au moyen du formulaire officiel et sans délai au service vétérinaire.

²Après examen des annonces, le service vétérinaire peut prendre des mesures à l'encontre du détenteur et du chien concernés, des éventuels détenteurs précédents et de l'éleveur du chien. En cas d'agression, il procède conformément à l'article 9.13.

Voies de droit

9.15 ¹Les décisions de la commune rendues en application des articles 9.1 à 9.5 peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Département de la justice, de la sécurité et des finances (DJSF).

²Les décisions de la commune ou du service vétérinaire rendues en application des articles 9.6 à 9.14 peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Département de l'économie (DEC).

Chapitre 10

RESPONSABILITE, PENALITES

10.1 ¹Les parents ont un devoir général de surveillance sur leurs enfants mineurs, les tuteurs sur leurs pupilles, les maîtres d'apprentissage sur leurs apprentis mineurs habitant chez eux.

²Chacun est responsable civilement du préjudice qu'il cause à des tiers, soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence.

10.2 ¹Les mineurs sont soumis à la législation cantonale définissant la procédure pénale applicable aux mineurs.

²Les élèves des écoles, dans le cadre de ces dernières, sont soumis aux règlements de discipline des établissements qu'ils fréquentent.

10.3 Sous réserve des dispositions plus sévères des législations cantonale et fédérale qui seraient applicables, les infractions au présent règlement sont passibles d'une amende allant jusqu'à 10.000 francs.

TABLE DES MATIERES

Chapitre 1 - DISPOSITIONS GENERALES

Police locale: définition	1.1
Champ d'application	1.2
Organes d'exécution	1.3
Titres et fonctions	1.4
Rapports	1.5
Agents de police	1.6 à 1.11

Chapitre 2 - CONTROLE DES HABITANTS

Domicile	2.1
Séjour	2.2
Déclaration d'arrivée	2.3
Délai	2.4
Exceptions	2.5
Lieu et forme de la déclaration	2.6
Contenu de la déclaration	2.7
Dépôt et présentation de documents	2.8
Permis de domicile et attestation de séjour	2.9
Déclaration de domicile	2.10
Devoirs du bailleur	2.11
Devoirs du logeur	2.12
Changement de situation	2.13
Déclaration de départ	2.14
Restitution de documents	2.15
Attributions du préposé au contrôle des habitants	2.16

Chapitre 3 - POLICE COMMUNALE

Ordre public	3.1
Domaine public	3.2 à 3.15
Sécurité publique	3.16 à 3.21
Tranquillité publique	3.22 à 3.28
Poids et mesures	3.29 à 3.30
Police rurale	3.31 à 3.32
Etablissements publics	3.33
Heures d'ouverture	3.34 à 3.38
Bruit, faisceau laser	3.39 à 3.40
Distributeurs automatiques	3.41 à 3.42
Jeux électromagnétiques	3.43
Professions ambulantes	3.44
Heures d'activité	3.45
Conditions d'exercice	3.46
Distance par rapport aux magasins	3.47
Age limite	3.48
Foires et marchés	3.49
Activités foraines	3.50
Véhicules habitables et habitations mobiles	3.51

Chapitre 4 - LOTOS ET SPECTACLES

Matches au loto	4.1 à 4.6
Taxe sur les spectacles	4.7

Chapitre 5 - POLICE SANITAIRE

Organes d'exécution	5.1
Propreté	5.2 à 5.3
Colportage de la viande	5.4
Dégradations	5.5
Articles de foire	5.6
Enlèvement des ordures	5.7
Réipients admis	5.8
Déchets dangereux	5.9
Déchets encombrants	5.10
Interdiction des dépôts de déchets	5.11 à 5.12
Fumiers	5.13
Porcheries et poulaillers	5.14
Abattage	5.15
Epandage de purin	5.16
Sources - Cours d'eau - Fontaines	5.17 à 5.19
Désinfections	5.20

Chapitre 6 - INHUMATIONS, INCINERATIONS

Autorisation	6.1 à 6.4
Gratuité	6.5
Finances	6.6 à 6.7
Personnes domiciliées à Brot-Plamboz	6.8

Chapitre 7 – CIMETIERE

Surveillance, aménagement	7.1 à 7.7
Tombes et monuments	7.8 à 7.9
Désaffectation	7.10 à 7.11
Concession perpétuelle	7.12
Personnes domiciliées à Brot-Plamboz	7.13

Chapitre 8 - POLICE DES FORETS

Exploitation	8.1
Ramassage du bois mort	8.2 à 8.4
Feux	8.5
Pacage du bétail	8.6
Dépôt de déchets en forêt	8.7
Véhicules à moteur	8.8
Cyclisme et équitation	8.9
Autres activités	8.10

Chapitre 9 - POLICE DES CHIENS

Déclaration et taxes	9.1 à 9.2
Exonération	9.3 à 9.5
Identification	9.6
Errance	9.7
Chiens hargneux	9.8
Rut	9.9
Aboiements	9.10
Souillures	9.11
Violation des obligations	9.12
Mesures en cas d'agression	9.13
Annonces de morsures	9.14
Voies de droit	9.15

Chapitre 10 - RESPONSABILITE, PENALITES

10.1 à 10.3

Chapitre 11 - DISPOSITIONS FINALES

11.1 à 11.2